

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-28 du 6 septembre 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis adoptent des sanctions à l'égard d'entités russes accusées d'ingérence dans la campagne présidentielle américaine
2. L'USTR publie un appel à commentaires publics sur les prochaines priorités du Conseil commerce et technologies

Climat – énergie – environnement

3. Le DoE annonce 430 M\$ pour l'amélioration des installations hydroélectriques

Transport et infrastructure

4. Le DoT attribue 1 Md\$ à des projets locaux de sécurité routière

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Numérique et innovation

5. La Cour d'appel du 3^e Circuit permet l'engagement de la responsabilité de TikTok au titre du contenu recommandé par son algorithme
6. La FCC lance un programme de 9 Md\$ pour étendre la 5G dans les zones rurales

Santé

7. L'administration Biden annonce les prix de dix médicaments négociés aux termes de l'IRA

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis adoptent des sanctions à l'égard d'entités russes accusées d'ingérence dans la campagne présidentielle américaine

Le 4 septembre, les États-Unis ont adopté une série de mesures inter-agences ciblant des entités russes accusées d'ingérence dans la campagne présidentielle américaine. Le Département du Trésor a [sanctionné](#) 10 individus et deux entités, parmi lesquels figurent plusieurs représentants de la chaîne d'information étatique Russia Today (RT), l'ONG russe ANO Dialog et le groupe cybercriminel RaHDit, suspectés par Washington de mobiliser des outils de désinformation afin d'influencer le processus électoral américain. Le Département d'État a de son côté [annoncé](#) la mise en œuvre d'une nouvelle procédure de restriction des visas à l'encontre d'individus agissant pour le compte d'organisations médiatiques soutenues par le Kremlin. Il a également désigné l'entité russe Rossiya Segodnya ainsi que ses filiales RIA Novosti, RT, TV-Novosti, Ruptly et Sputnik en tant que missions étrangères, obligeant celles-ci à communiquer auprès de l'administration américaine la liste de leur personnel officiant sur le territoire américain ainsi que celle de leurs biens immobiliers détenus aux États-Unis. Le Département d'État a par ailleurs publié une offre de récompense pour toute information relative à des tentatives d'ingérence dans l'élection présidentielle américaine. Le Département de la Justice a quant à lui [annoncé](#) que deux employés de la chaîne d'information étatique RT étaient inculpés pour avoir participé à un projet de financement d'un réseau de sociétés écrans domiciliées dans le Tennessee, destinées à produire du contenu en ligne pour influencer les résultats de l'élection présidentielle américaine. Ces mesures interviennent quelques jours après l'annonce par Washington d'un nouveau paquet de sanctions ciblant le secteur militaro-industriel russe dans le cadre de l'invasion en Ukraine [voir [Brèves sectorielles du 30 août 2024](#)].

2. L'USTR publie un appel à commentaires publics sur les prochaines priorités du Conseil commerce et technologies

Le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [publié](#) le 5 septembre un appel à commentaires publics concernant l'avenir du Conseil commerce et technologies (TTC), une instance créée en juin 2021 entre l'Union européenne et les États-Unis afin de coordonner et renforcer les approches transatlantiques dans les domaines économique, commercial et technologique. Le TTC s'est réuni 6 fois à ce jour, la dernière rencontre ayant eu lieu en avril 2024 à Louvain [voir [Brèves sectorielles du 12 avril 2024](#)]. L'USTR sollicite des commentaires sur les pistes de coopération future au sein des groupes de travail sur le commerce, notamment (i) les modalités d'amélioration de la coopération entre l'USTR et la DG Trade pour renforcer le commerce bilatéral, (ii) les outils commerciaux à déployer pour lutter contre les pratiques non marchandes de pays

tiers et (iii) la coordination à mettre en œuvre pour répondre aux besoins des travailleurs aux États-Unis et dans l'Union européenne. Le délai de soumission des commentaires est fixé au 21 octobre 2024.

Brèves

- Le 2 septembre, la candidate démocrate à l'élection présidentielle américaine, Kamala Harris, a [indiqué](#) qu'il était « vital pour [les États-Unis] de conserver de solides entreprises américaines dans le domaine de l'acier », inscrivant ses propos dans la lignée de ceux du président Biden concernant l'acquisition du groupe sidérurgique américain US Steel par la société japonaise Nippon Steel [voir [Brèves sectorielles du 15 mars 2024](#)]. Selon des [informations](#) du Financial Times, le président Biden pourrait prochainement adopter un décret présidentiel pour bloquer cette opération sur la base de recommandations formulées par le Comité en charge des investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS), chargé de la procédure d'instruction.
- Le 2 septembre, le Département de la Justice a [annoncé](#) avoir saisi l'avion du président vénézuélien Nicolas Maduro, dont l'exploitation serait réalisée en violation des sanctions américaines en vigueur.

Climat – énergie – environnement

3. Le DoE annonce 430 M\$ pour l'amélioration des installations hydroélectriques

Dans le cadre de l'agenda « Investing in America » de l'administration Biden, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#), le 5 septembre, la sélection de 293 projets dans 33 États pour un total allant jusqu'à 430 M\$ en financements incitatifs pour moderniser des installations hydroélectriques. Ces financements visent à soutenir les améliorations dans trois domaines principaux de l'hydroénergie : i) la résilience du réseau, ii) la sécurité des barrages et iii) l'environnement et les loisirs sur les installations hydroélectriques. Les 293 projets couvrent ainsi des sujets variés, comme le remplacement ou la modernisation des turbines et des générateurs, l'amélioration des déversoirs d'urgence qui canalisent le surplus d'eau en cas de fortes pluies, l'amélioration de la qualité de l'eau ou la mise en place de passes à poissons.

Administré par le Grid Deployment Office (GDO) et financé par la loi bipartite sur les infrastructures, le programme « Maintaining and Enhancing Hydroelectricity Incentives » vise à renforcer la sécurité des barrages, améliorer la résilience du réseau dans 215 installations et protéger 6 000 emplois dans les installations hydroélectriques ainsi que chez les entreprises et fournisseurs. Ce programme est complété par deux autres mesures : le « Hydroelectric Production Incentives », qui prévoit des financements pour les installations hydroélectriques

en fonction de l'électricité produite et vendue, et le « Hydroelectric Efficiency Improvement Incentives », qui prévoit des financements pour augmenter la production d'électricité à partir du parc hydroélectrique existant du pays.

L'hydroélectricité représente actuellement 5,7 % de la production d'électricité aux États-Unis. Le parc est toutefois vieillissant et de nombreuses installations ont besoin d'être réparées et modernisées.

Brèves

- La Maison-Blanche s'est [félicitée](#) le 5 septembre de la délivrance par le Bureau of Ocean Energy Management (BOEM) d'une nouvelle autorisation pour la réalisation d'un projet de parc éolien en mer, d'une puissance de 2 200 MW. Ce projet prévoit d'alimenter 770 000 foyers et de créer 2 679 emplois par an sur une période de sept ans. La Maison-Blanche indique qu'il s'agit du dixième projet éolien en mer autorisé sous l'administration Biden-Harris, ce qui porte à 15 GW la puissance totale issue des projets éoliens en mer déjà autorisés, soit la moitié de l'objectif de 30 GW fixé par le Président Biden pour 2030.

Transport et infrastructure

4. Le DoT attribue 1 Md\$ à des projets locaux de sécurité routière

Le Secrétaire aux Transports, Pete Buttigieg, a [annoncé](#) le 5 septembre l'octroi de plus d'1 Md\$ de subventions dans le cadre de la loi bipartisane sur les infrastructures pour le programme « Safe Streets and Roads for All » (SS4A). Ces fonds bénéficieront à 354 communautés locales, régionales et tribales afin d'améliorer la sécurité routière.

L'annonce est présentée comme un élément clé de la stratégie nationale globale de sécurité routière du Département des Transports (DoT) lancée en 2022. Elle est également associée à la publication par l'Administration nationale de la sécurité routière de ses premières estimations des décès liés à la circulation pour le premier semestre 2024. Selon ces statistiques, il est estimé que 18 720 personnes sont décédées dans des accidents de la route, soit une baisse d'environ 3,2 % par rapport aux 19 330 décès estimés au premier semestre 2023.

Le communiqué rappelle que plus de 40 000 personnes sont mortes sur les routes américaines au cours de chacune des trois dernières années, et qu'un nombre disproportionné de personnes sont tuées dans les zones rurales ou en marchant ou en faisant du vélo. En outre, les accidents de la route restent l'une des principales causes de décès chez les enfants d'âge scolaire et les jeunes adultes.

Depuis son lancement en 2022, le programme SS4A a financé des projets dans plus de 1 400 collectivités, contribuant ainsi à la sécurité

routière de près de 75 % de la population américaine. Le communiqué indique que plusieurs prix décernés cette année porteront sur des points névralgiques de la sécurité sur certaines des routes les plus dangereuses du pays. Les projets et activités visent à améliorer la sécurité de tous les usagers de la route, y compris les conducteurs, les passagers, les piétons, les élèves qui retournent à l'école, les cyclistes, les usagers des transports en commun et les personnes handicapées.

Industrie

Brèves

- L'administration Biden [a annoncé](#) le 27 août l'octroi d'une subvention de 50 M\$ à HP au titre du CHIPS Act. Cette subvention contribuera à l'expansion et à la modernisation du site d'HP à Corvallis, dans l'Oregon, dédié à la transition « *lab-to-fab* » des projets de semi-conducteurs du groupe.

Distribution et divertissement

Brèves

- La holding japonaise Seven & i, propriétaire de la chaîne de magasins américaine 7-Eleven, a [rejeté](#) l'offre de rachat proposée d'environ 40 Md\$ par le groupe canadien Couche-tard. L'offre a en effet été jugée insuffisante par la holding, qui resterait ouverte à recevoir à une nouvelle offre réévaluée. 7-Eleven compte 84 500 points de vente dans le monde.

Numérique et innovation

5. La Cour d'appel du 3^e Circuit permet l'engagement de la responsabilité de TikTok au titre du contenu recommandé par son algorithme

Le 28 août, la 3^e Cour d'appel des États-Unis a [jugé](#) qu'une mère de Pennsylvanie était fondée à poursuivre TikTok suite au décès de sa fille de dix ans en raison de sa participation à un défi dangereux promu par l'algorithme de la plateforme. La Cour a jugé que les recommandations algorithmiques s'appuyant sur des « choix éditoriaux » (« *editorial judgements* ») relevaient du discours propre de l'entreprise (« *first-party speech* »), remettant en question l'étendue de la protection prévue dans le cadre de la Section 230 du Communications Decency Act.

Cette décision a reçu un accueil très mitigé aux États-Unis. Matt Stoller, de l'American Economic Liberties Project, a [estimé](#) que ce jugement pourrait marquer la fin de la Section 230 et bouleverser le modèle économique des « Big Tech ». Eric Goldman et Corbin Barthold, de TechFreedom, ont [critiqué](#) cette décision, la qualifiant respectivement de « déraisonnable » et d'« absurde ». Le sénateur Marco Rubio (R-Floride) a quant à lui [salué](#) cette avancée, y voyant un pas vers une plus grande responsabilité des plateformes en matière de modération des contenus.

6. La FCC lance un programme de 9 Md\$ pour étendre la 5G dans les zones rurales

Le 29 août, la FCC a [annoncé](#) la mise en œuvre du fonds 5G (« 5G Fund »), un programme visant à fournir jusqu'à 9 Md\$ de subventions pour améliorer les réseaux sans fil dans les zones rurales des États-Unis. Lancé sous l'administration Trump en 2020, ce programme – financé par le « Universal Service Fund » de la FCC – a pour objectif de mieux raccorder plus de 14 M de foyers et entreprises n'ayant pas accès à des services de télécommunications. Le programme comprend également une enveloppe de 900 M\$ pour encourager le déploiement de réseaux d'accès radio ouverts (dits « Open RAN »).

Les associations professionnelles ont [critiqué](#) la mise en œuvre du projet, la Competitive Carriers Association soulevant des préoccupations quant aux critères d'éligibilité, l'exactitude des cartes de couverture mobile actuelles et la coordination avec le programme « Broadband Equity, Access, and Deployment » (BEAD), un projet de 42,5 Md\$ pour financer les infrastructures haut débit. La Rural Wireless Association a [averti](#) que les grands opérateurs pourraient s'accaparer une part importante des subventions, suggérant l'exclusion des trois plus grands opérateurs nationaux du dispositif. La FCC, de son côté, a affirmé que les données cartographiques sont suffisamment robustes pour lancer le programme et a promis de maximiser l'efficacité des subventions en tenant compte des autres initiatives de financement du haut débit.

Brèves

- Ilya Sutskever, cofondateur d'OpenAI, a lancé une nouvelle startup intitulée « Safe Superintelligence », spécialisée dans le développement d'une intelligence artificielle sûre et sécurisée. La startup, basée dans la Silicon Valley et en Israël, a [annoncé](#) le 4 septembre avoir levé plus d'1 Md\$ lors de son premier tour de financement.
- Le 3 septembre, la Federal Communications Commission (FCC) a [confirmé](#) qu'elle ne délivrerait plus d'autorisation pour les équipements de télécommunication utilisant les logiciels de cybersécurité ou antivirus Kaspersky. La FCC a ajouté Kaspersky à la liste des équipements et services présentant un risque inacceptable pour la sécurité nationale des États-Unis, aux côtés des équipements d'entreprises comme Huawei et Dahua Technology Company.

- Le 4 septembre, X a [obtenu](#) gain de cause en appel pour bloquer une partie de la loi californienne sur la modération de contenus. Cette loi exigeait que les réseaux sociaux publient leurs politiques pour lutter contre les discours haineux et la désinformation et soumettent des rapports semestriels sur leurs efforts de mise en œuvre de ces politiques. La Cour d'appel a jugé que ces exigences de rapportage violaient vraisemblablement le Premier amendement.
- La Californie a adopté la loi SB1047, qui impose des normes de sécurité pour les modèles d'IA les plus puissants. En attente de la signature du gouverneur Gavin Newsom, qui a jusqu'à fin septembre pour statuer, la loi suscite des réactions mitigées. Cinq groupes de défense des libertés publiques, dont le Center for AI Policy et Public Citizen, ont envoyé le 5 septembre une [lettre](#) exhortant le gouverneur à approuver la loi, malgré l'opposition de l'industrie technologique, représentée par la Consumer Technology Association, qui [appelle](#) à un veto, craignant un frein à l'innovation.
- Le 30 août, un juge fédéral a partiellement [bloqué](#) la loi texane HB 18, connue sous le nom de « SCOPE Act », qui exigeait des grandes plateformes en ligne de filtrer le contenu accessible aux mineurs. La loi, prévue pour entrer en vigueur le 1^{er} septembre, imposait des règles strictes sur la collecte de données et la modération de contenus jugés « nocifs ». Le juge a estimé que ces exigences menaçaient la liberté d'expression, bien que certaines dispositions, telles que la vérification de l'âge, restent en vigueur.

Santé

7. L'administration Biden annonce les prix de dix médicaments négociés aux termes de l'IRA

Les prix des dix premiers médicaments qui faisaient l'objet d'une négociation entre les entreprises pharmaceutiques et le programme fédéral de couverture santé pour personnes âgées ou en situation de handicap Medicare ont été [annoncés](#) par la Maison-Blanche le 15 août. Ces dix médicaments, [sélectionnés](#) par Medicare en août 2023, après que l'Inflation Reduction Act (IRA), adopté un an auparavant, l'ait habilité à mener directement de telles négociations avec les entreprises pharmaceutiques, représentent un coût élevé pour les contribuables américains et sont largement utilisés pour traiter des maladies chroniques comme l'hypertension, l'insuffisance cardiaque et le diabète. Selon la fiche technique [publiée](#) par la Maison-Blanche, les réductions des prix mensuels de ces traitements, comprises entre 290 \$ pour le traitement contre les caillots sanguins Eliquis et 9141 \$ pour Stelara, utilisé notamment contre l'arthrite, devraient permettre aux bénéficiaires de Medicare d'économiser

1,5 Md\$ de frais remboursables dès la première année de leur mise en œuvre en 2026.

Brèves

- Le 29 août, la FDA a [approuvé](#) l'utilisation du vaccin antivirolique ACAM2000 produit par l'entreprise pharmaceutique américaine Emergent afin de traiter les personnes à haut risque d'infection par le virus de la variole du singe.
- Le 30 août, la Food and Drugs Administration (FDA) a [accordé](#) une autorisation d'utilisation d'urgence (EUA) pour une version mise à jour du vaccin contre la Covid-19 Novavax, qui cible plus étroitement les variantes du virus actuellement en circulation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)